

Langue malgache et francophonie

SeFaFi - Communiqué du 10/11/16

À quelques semaines du sommet de la Francophonie à Antananarivo, le scepticisme est général. Occupées à prétendre que tout va bien, les autorités installent le décorum qui jettera la poudre aux yeux des chefs d'État invités. Mais elles gardent un silence épais sur le budget officiel alloué à cette manifestation et sur les contrats PPP conclus dans le cadre des Projets [1], en dépit des multiples demandes émanant de la société civile. Une chose est sûre pourtant, nous le paierons très cher, ce sommet, et pas seulement en termes de coût matériel, financier ou économique. Car une question plus profonde se pose : qu'avons-nous obtenu en contrepartie ? Quel est le rôle joué par la francophonie dans notre pays ? Une introspection s'impose, pour saisir le contexte dans lequel nous évoluons, et pour prendre de bonnes décisions pour le futur.

Le plurilinguisme doit commencer avec le malgache

Madagascar dispose d'un atout rare en Afrique : une langue unique, enrichie par des variantes dialectales auxquelles tiennent les régions [2]. Cela pose l'épineuse question de choisir le dialecte qui sera utilisé par tous en tant que langue nationale. La plupart des pays (France, Italie, Allemagne) ont connu ce dilemme, qui se résout rarement de manière consensuelle. La plupart du temps, la variante utilisée par ceux qui détiennent le pouvoir s'impose à l'ensemble de la population. Madagascar n'échappe pas à cette logique, le dialecte merina étant devenu par la force des choses (et en particulier par son usage dans les médias et dans l'enseignement) l'équivalent de langue officielle malgache.

Une situation de fait qui, tout en satisfaisant les Merina, indispose les locuteurs des autres formes dialectales. Non seulement il n'existe aucun acte officiel pour conforter cette situation, mais les autres dialectes sont souvent ignorés par les médias nationaux et par le système éducatif. Des publications en valorisent certaines [3], mais leur impact est marginal. Aussi est-il urgent d'engager un vaste dialogue à l'échelle du pays, pour que cette question centrale soit débattue, et qu'une solution satisfaisante pour tous soit trouvée et mise en œuvre. Il fut question, un moment donné, de créer un « malgache commun » qui reprenne des éléments aux différents dialectes, mais la tentative tourna court : le scepticisme des linguistes se vit conforté par un désintérêt massif des populations concernées. L'impasse reste totale.

En attendant, la langue malgache dépérit, lentement mais sûrement, et la récente disparition de trois de ses illustres défenseurs, Henri Rahaingoson, Juliette Ratsimandrava et Rajaona Andriamananjara, n'est pas pour améliorer les choses. Les jeunes d'aujourd'hui ne s'expriment qu'en langage codé, et les lettres comme le « w » et le « x », inexistantes dans l'alphabet malgache, envahissent jusqu'aux publicités... en malgache.

L'autre face du même problème nous ramène à la francophonie. Insulaire et peuplée de moins de 25 millions de locuteurs (à peine plus que la seule ville indienne de Mumbai), Madagascar n'a aucune chance de voir sa langue s'implanter à l'étranger. Dans le monde contemporain, il est impossible, voire suicidaire, de rester emmuré dans sa propre langue et dans sa propre culture. Il lui faut donc impérativement une ou même plusieurs langues de communication internationale. La colonisation lui a imposé l'usage du français, comme à d'autres pays, notamment africains. Avec cette différence majeure que la plupart de ces pays comptent chacun des dizaines de langues et que le français y est devenu la langue commune à tous, comme l'anglais en Afrique du Sud, au Nigeria ou en Inde. Mais à Madagascar, l'histoire récente n'a fait qu'aggraver la situation.

A partir de 1978 en effet, un programme de « malgachisation » initié par le président Ratsiraka a visé à rendre à la langue malgache toute sa place dans l'administration et dans l'enseignement. Si le projet était louable et a favorisé la démocratisation de l'enseignement, sa mise en œuvre s'avéra désastreuse. Car les efforts déployés pour définir la forme du malgache à employer, pour élaborer les outils pédagogiques, pour forger un vocabulaire nouveau (scientifique, technique et autre), ou pour former les enseignants, sont restés insuffisants. Sympathisant de ces réformes, le Père Rémy Ralibera avouera plus tard : « Pour moi, ce fut une sorte de génocide culturel » [4].

Par la suite, la Constitution modifiée en 2007 précisait en son article 4 que « le malagasy est la langue nationale. Le malagasy, le français et l'anglais sont les langues officielles ». Dans la constitution de 2010 par contre, il n'est plus question de langue officielle, le même article 4 stipulant que « le malagasy est la langue nationale ». On ne saurait mieux reconnaître que la question n'est toujours pas tranchée et reste plus que jamais d'actualité.

Du français à la francophonie

D'après les statistiques du Ministère de l'Éducation nationale (2015), 46 % des Malgaches seraient analphabètes, utilisant le malgache uniquement comme langue d'expression et de communication. Or le français est encore la

langue d'éducation, que les générations successives d'éducateurs (instituteurs, professeurs des collèges et des lycées, et évidemment les fameux maîtres FRAM) maîtrisent de moins en moins. Pour les classes moyennes et privilégiées par contre, ne pas maîtriser le français est une honte, car cela les prive d'un important « signe extérieur de richesse ». D'où l'engouement pour les écoles d'expression française qui, en dehors des écoles agréées par l'Agence pour l'Enseignement du Français à l'Étranger (AEFE), manquent de sérieux et de rigueur. Le faible taux de réussite au CEPE (58,7 % en 2016) constitue déjà un fort signal d'alarme pour susciter une réflexion nationale sur l'enseignement en général et la langue d'instruction en particulier. À quoi sert-il d'avoir des jeunes qui parlent à peine le français et s'expriment mal en malgache ? Le fort taux d'abandon scolaire entre le primaire et le secondaire ne pourrait-il pas s'expliquer par le fait que les élèves ne s'identifient pas à ce qu'ils apprennent ? ou qu'ils ne comprennent pas la langue ou le dialecte dans lesquelles on leur transmet les connaissances censées les instruire ?

C'est précisément à quoi devrait servir le prochain sommet de la francophonie. Mais où en sommes-nous, aujourd'hui ? 1,5 million de Malgaches, soit 6 % de la population, maîtriseraient le français, à l'oral comme à l'écrit [5]. Quant aux locuteurs anglais, leur nombre n'est pas connu, mais il reste faible. Un choix devra donc être fait, auquel les responsables se sont refusés depuis des décennies. Après un début de scolarité en malgache (en précisant sa forme dialectale), il conviendrait de renforcer le français, là où c'est possible sans nuire à la scolarité en malgache, et de privilégier une autre langue de communication internationale (anglais, chinois, arabe ou espagnol) pendant le secondaire, pour que les élèves maîtrisent effectivement le français et une deuxième langue internationale. Et tout cela, en élaborant des manuels adaptés et en formant des enseignants compétents. Il ne suffira pas de décider dans l'abstrait, comme il est d'usage chez nous, sans se préoccuper du suivi pendant les décennies à venir...

La francophonie peut-elle y aider ? D'après l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), « le terme francophonie est apparu pour la première fois vers 1880, lorsqu'un géographe français, Onésime Reclus, l'utilise pour désigner l'ensemble des personnes et des pays parlant le français. On parle désormais de francophonie avec un « f » minuscule pour désigner les locuteurs de français et de Francophonie avec un « F » majuscule pour figurer le dispositif institutionnel organisant les relations entre les pays francophones » [6].

Il est important de noter aussi la dimension géopolitique majeure de la francophonie, la langue française ne pouvant être réduite à son aspect purement linguistique et ne pouvant être culturellement ou politiquement neutre, notamment en Afrique et à Madagascar. La francophonie regroupe 274 millions de personnes parlant le français, réparties sur les cinq continents, un nombre assez modeste sur le plan international. Mais c'est aussi une machine institutionnelle qui, au-delà de l'OIF, regroupe entre autres le Sommet des chefs d'État et de gouvernement, le Secrétariat général de la Francophonie, l'Agence Universitaire de la Francophonie et l'Association Internationale des Maires Francophones. Elle dispose en outre d'un média officiel, TV5 Monde, qui, au-delà de l'information, véhicule des valeurs, des façons de penser et des modes de vie occidentaux.

La question qu'on devrait peut-être se poser est alors de savoir comment l'accueil du sommet de la Francophonie explique, clarifie et énonce ce que nous voulons. Quelle langue utiliser au quotidien, à l'école et au bureau ? Quelle politique linguistique appliquer ? Le fait de célébrer la langue malgache chaque année, de façon plutôt superficielle, ne suffit pas pour rassurer sur la santé de notre langue maternelle. Et pas davantage des réformes cosmétiques telles que l'instauration de trois nouveaux cycles de trois ans pour remplacer les deux cycles actuels de 5 et 4 ans : cette réforme de façade amusera la galerie tout en compliquant la vie des écoles, mais ne résoudra en rien les vrais problèmes de l'éducation nationale. La réflexion doit suivre son cours, mais rapidement et surtout durablement, car il y a péril en la demeure. Voulons-nous, oui ou non, demeurer francophones ? Il faut en mesurer les enjeux et les impacts socioéconomiques, culturels et politiques ; en un mot, en débattre, en discuter, en parler, et non pas éviter indéfiniment ce sujet brûlant pour ne s'intéresser qu'aux fastes et aux réjouissances à venir. Pourquoi ne pas profiter du sommet de la Francophonie pour en discuter directement avec les instances concernées ? Cela permettra de trouver une certaine utilité à un événement à propos duquel aucun citoyen n'a été consulté.

Antananarivo, 5 novembre 2016

SeFaFi

SEHATRA FANARAHAN-MASO NY FIAINAM-PIRENENA

Observatoire de la Vie Publique

Lot TR 41 Ampahimanga, Ambohimambola 103

Tél. 032 59 761 62 Email : sefafi@gmail.com Site Web : www.sefafi.mg

Notes

[1] À titre d'exemple, les conditions du contrat avec la China Harbour Engineering Company, pour la construction de nouvelles bretelles autoroutières, ne sont pas connues.

[2] L'unicité de la culture malgache, et donc de sa langue, est attestée par le mythe d'Ibonia, dont la même thématique se retrouve dans les versions antemoro, antam-bahoaka, merina, masikoro, sakalava, antankarana,

antanosy, vezo, etc. Voir François Noiret, Le mythe d'Ibonia, le grand prince (Madagascar), Karthala et Foi & Justice, 2008. Un second volume, avec 4 nouveaux récits, sera publié en 2017.

[3] Ainsi de la série Angano malagasy - contes de Madagascar : Tsimamanga et autres contes malgaches en dialecte masikoro (Traduction et présentation de Velonandro), Foi & Justice, 2016 ; L'origine des choses. Récits de la côte ouest de Madagascar (Traduction et présentation de Velonandro), Foi & Justice, 1995 et 2002. Les Contes antankarana (1990) et Contes betsimisaraka (1992), traduits et présentés par le P. Maurice Schrive, sont épuisés et seront réédités par Foi & Justice en 2017.

[4] Cf. Rémy Ralibera, Souvenirs et témoignages malgaches. De la colonisation à la III^e République, p. 166 (et tout le chapitre IX : La « malgachisation », un génocide culturel ?, pp. 165-180), Foi & Justice, 2007.

[5] Cf. L'Express de Madagascar du 29 août 2014, « Francophonie : 1,5 million de Malgaches maîtrisent le français ».

[6] Cf. le site de l'OIF <http://www.francophonie.org/-Qu-est-ce-que-la-Francophonie-.html>

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Langue-malgache-et-francophonie,22654.html>